

THÈME 1

Militer et exercer ses missions dans un contexte de montée de l'extrême droite et de diffusion de ses idées

La séquence électorale municipale en mars dernier illustre malheureusement l'ancrage et la propagation d'une vague brune n'épargnant aucun secteur de la société. En 2014, près d'un demi-million de nos concitoyen·nes vivaient dans une commune administrée par l'extrême droite. Dix ans plus tard et après la contre-performance du Rassemblement national (RN) en 2020, ce chiffre a triplé, pour atteindre 1,5 million. Ce décompte ne prend pas en compte les listes non étiquetées, dont les conseiller·ères municipaux sortiront du bois lors des prochaines sénatoriales. Le risque de voir le RN et ses alliés, et celles et ceux dont les positions sont de plus en plus poreuses à leurs idées et pratiques, accéder aux plus hautes responsabilités du pays n'aura jamais été aussi haut.

Partout où l'extrême droite gouverne, c'est le même bilan : justice sous contrôle, presse muselée, syndicats et associations entravés, droits sociaux laminés, droits des femmes attaqués, urgence climatique niée. Faire barrage à l'extrême droite exige des réponses concrètes aux urgences qui fracturent le pays : redonner du sens au travail, agir pour le pouvoir d'achat, protéger les plus précaires, investir dans les services publics, lutter contre les inégalités territoriales, accompagner les transitions industrielles et écologiques, renforcer la démocratie locale et sociale.

Dans l'ESR, les tentatives et les signes d'implantation se multiplient (listes corporatistes, discours anti-« wokisme », attaques contre les SHS, tags fascistes, annulation de colloques, retrait de financements régionaux, etc.). Cette issue n'est pas inéluctable. Face aux urgences qui divisent le pays et qui alimentent le discours de l'extrême droite, quelles solutions concrètes pouvons-nous apporter ?

L'université n'est pas en dehors de la société. Les idées nauséabondes de l'extrême droite la contaminent également : tri social, discours raciste et xénophobe. Comme la justice ou la presse, elle est une de ses cibles privilégiées, parce qu'elle est l'un des derniers remparts. L'indépendance de sa recherche, la liberté académique de ses enseignant·es, enseignant·es-chercheur·ses et chercheur·ses sont au cœur d'enjeux qui



engagent l'exercice même de la démocratie. Au sein des universités, le rôle des exécutifs dans le cadre du respect des franchises universitaires sera déterminant. Comment tirer parti de ce qui constitue une singularité de notre lieu de travail ?

Comment militer et exercer ses missions dans un contexte de montée de l'extrême droite et de diffusion de ses idées ? Le poids grandissant des idées d'extrême droite et l'éventualité croissante de son accès au pouvoir en France en 2027 ont des conséquences sur l'exercice de nos métiers et de notre militantisme. Il est indispensable de poursuivre la réflexion sur le renouveau syndical, la protection des données, des militant·es et du personnel de l'ESR, etc. Comment préserver la liberté académique et contrer toute tentative de museler la parole progressiste ? Comment rester un lieu de savoir critique, d'espace de formation intellectuelle et de résistance face aux obscurantismes ? Comment sécuriser nos systèmes informatiques et nos données ? Comment renforcer l'unité syndicale pour accroître notre force collective ? Comment se protéger et réagir unitairement à la montée d'organisations proches de l'extrême droite dans l'ESR ? ■